

Discours du budget

2016-2017

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Monsieur Robert C. McLeod
Ministre des Finances

**Deuxième session de la
Dix-huitième Assemblée législative**

1^{er} juin 2016



English

French

Cree

Tłuchó

Chipewyan

South Slavey

North Slavey

Gwich'in

Inuvialuktun

Inuktitut

Inuinnaqtun

Ministère des Finances

Introduction

Monsieur le président, ce premier budget de la 18^e Assemblée législative vise à assainir nos finances pour que nous puissions continuer à offrir des programmes et des services de qualité pendant toute la durée du mandat de la présente Assemblée législative et prioriser les enjeux chers aux Ténos. Nous avons travaillé de concert avec les députés siégeant aux divers comités permanents afin de faire les choix qui permettront de garantir la pérennité des programmes et des services de base dont la population a besoin et de concrétiser les priorités de la présente Assemblée législative.

Nous comptons maintenir la viabilité financière au cours du mandat de l'Assemblée législative. L'économie des TNO fait face à des défis importants, qui ont de lourdes conséquences sur nos recettes. Le présent budget concilie la nécessité pour nos résidents d'avoir accès à des programmes essentiels avec des investissements stratégiques dans l'infrastructure, qui faciliteront la prestation des programmes et soutiendront l'économie sans compromettre notre viabilité financière.

Notre objectif est clair : nous devons aligner nos dépenses sur nos recettes et renforcer cet engagement tout au long de notre mandat. Voilà le sens du mot « viabilité ». Nos recettes s'annoncent stables, tandis que les besoins en programmes et services continuent d'exercer une pression sur la croissance des dépenses. Nos recettes viennent principalement des transferts fédéraux, et notre petite assiette fiscale ne peut pas combler l'écart avec les dépenses, à moins d'augmenter dramatiquement le coût de la vie et des affaires sur le territoire. L'emprunt constitue une option limitée et, tôt ou tard, il faut bien rembourser sa dette. C'est pourquoi la gestion prudente des dépenses est au cœur de notre stratégie de viabilité financière.

Malgré tout, soyons bien clairs : le budget 2016-2017 n'est pas un budget d'austérité.

Le budget du GTNO s'élève à 1,98 milliard de dollars pour 2016-2017, dont 1,66 milliard est consacré au budget de fonctionnement, comme indiqué dans le budget principal des dépenses, et 320 millions de dollars aux investissements dans les infrastructures, comme cela a été approuvé dans le budget des immobilisations de l'automne passé.

À l'évidence, il n'est pas viable d'éponger des dépenses de 1,98 milliard avec des recettes de 1,8 milliard de dollars. En pratique, ce manque à gagner obligera le GTNO à augmenter ses emprunts à court terme de 54 millions de dollars pour répondre à ses besoins courants.

Emprunter à ce point, c'est un peu comme atteindre sa limite de crédit : à un moment ou un autre, il faut payer son solde. C'est pourquoi l'excédent de fonctionnement de 119 millions de dollars est essentiel pour maintenir un plan d'emprunt prudent, financer les infrastructures nécessaires aux programmes et faire rouler l'économie. Nos sources de revenus sont limitées, et nous ne pouvons pas dépenser ce que nous n'avons pas. Nous devons rétablir l'équilibre entre nos dépenses de fonctionnement et nos recettes, sans quoi notre capacité à gérer notre déficit infrastructurel de 3,4 milliards de dollars continuera de s'effriter. Si nous n'arrivons pas à prendre les décisions budgétaires difficiles, à refuser ce qui n'est pas prioritaire et à admettre que certains projets ne permettent pas de tirer le meilleur parti des sommes disponibles, nous ne pourrions pas financer nos priorités, comme les établissements de soins prolongés, les logements pour aînés, les logements abordables, les infrastructures d'énergie de remplacement et les infrastructures de transport en vue de diminuer le coût de la vie. Notre avenir financier dépend de notre capacité à agir dès maintenant pour assainir nos finances.

Nous avons relevé le défi de porter un regard critique sur la gestion de nos finances. Nous comptons prendre les bonnes décisions aujourd'hui, pendant que la situation est encore gérable et que les conséquences sur l'économie ténosie et les programmes du GTNO peuvent être atténuées.

Comme nous l'ont souligné les résidents des TNO dans le cadre du Dialogue sur le budget ouvert au printemps, nous devons éliminer les dépenses inutiles pour libérer les ressources nécessaires au financement des programmes et des services essentiels. Nos ministères travaillent là-dessus. Par exemple, certains nous ont demandé de modérer les contrats et les déplacements non essentiels; c'est pourquoi tous les ministères prévoient réduire leurs dépenses liées aux déplacements, aux télécommunications, aux honoraires, aux contrats et à l'achat d'autres menus services de près de 2,5 millions de dollars cette année. D'autres ont remis en question la pertinence d'avoir une unité distincte consacrée au pétrole et au gaz; nous avons donc fermé le Bureau de planification des ressources pétrolières de la vallée du Mackenzie, ce qui représente une économie de 665 000 \$. On nous a dit qu'il ne suffisait pas de maintenir le statu quo, qu'il fallait rationaliser les programmes par une approche axée sur les résultats. C'est pourquoi nous fusionnons les services au personnel et les services financiers partagés pour économiser 1,2 million de dollars par année.

En définitive, le présent budget répartit nos ressources limitées aussi efficacement que possible pour financer les programmes et les services gouvernementaux et concrétiser notre vision d'une économie forte permettant aux Ténos de profiter d'emplois et d'occasions que seules des collectivités prospères sont à même d'offrir.

Perspective économique

Monsieur le président, notre dépendance au secteur des ressources pour créer des emplois de qualité et des possibilités d'affaires localement signifie qu'il faut adopter une vision à long terme de l'économie et des répercussions sur notre situation budgétaire.

En 2016, notre économie est la seule au Canada qui est encore plus faible que sa moyenne de 2003 à 2007, avant la récession. Malgré trois ans de croissance modérée, notre économie est la plus volatile au Canada. Notre petite économie ouverte et tributaire des ressources est à la merci d'événements mondiaux indépendants de notre volonté, et nous devons dénicher les ressources budgétaires nécessaires pour soutenir sa croissance et sa diversification par des investissements stratégiques visant à réduire le coût de la vie et des affaires et en mobilisant d'autres ressources pour développer notre bassin de main-d'œuvre locale.

Actuellement, la partie sud du territoire se porte bien; la construction de la mine de diamants Gahcho Kué tire à sa fin, et la mine sera opérationnelle d'ici la fin de l'année. La construction d'une liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie a encouragé l'installation d'antennes paraboliques supplémentaires à la station-relais pour satellite d'Inuvik, ce qui améliore les perspectives de diversification économique dans la vallée du Mackenzie. L'achèvement de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk diminuera le coût de la vie à Tuktoyaktuk et stimulera le tourisme dans la région de Beaufort-Delta. La rénovation de l'hôpital territorial Stanton permettra d'améliorer la qualité des services de santé aux TNO, ce qui en fera un endroit où il fait mieux vivre et travailler.

Cela dit, dans à peine sept ans, nous pourrions perdre une voire deux de nos mines de diamants de calibre mondial. Les nouveaux projets d'exploitation des ressources en cours de planification ne remplaceront pas les emplois, les occasions d'affaires, ni les recettes publiques que représentent ces mines.

Les nouvelles mines et autres projets de mise en valeur des ressources dépendent des investissements dans l'exploration, qui sont au mieux hésitants. La faiblesse du prix des produits de base a paralysé l'exploration pétrolière et gazière, et les projets de gisements minéraux prometteurs peinent à obtenir du financement.

Selon une enquête sur les intentions d'investissement en capital, les entreprises ténoises appréhendent la prochaine année; on prévoit un recul de 35 % de l'investissement privé de 2015 à 2016.

Par ailleurs, nous reconnaissons la nécessité de continuer à diversifier l'économie. Nous devons investir dans les secteurs capables de résister à la fermeture des mines qui sont les piliers de notre économie depuis des années. Il nous faut gérer nos ressources budgétaires de façon à nous préparer à la transformation à venir de notre économie. Tout comme nous nous préparons aux changements climatiques par un travail d'avant-garde sur les mesures d'adaptation et d'atténuation, nous devons aussi nous préparer à une économie différente dans un avenir proche.

Stratégie budgétaire

Monsieur le président, notre stratégie budgétaire repose sur le principe fondamental qu'il faut dépenser selon ses moyens. La croissance démographique nulle, la faiblesse du prix des produits de base et le ralentissement des économies canadienne et ténoise qui en

découle signifient que les recettes totales devraient stagner pendant les cinq prochaines années. Sans réduction des dépenses, notre avenir financier n'est pas viable. Ne pas agir reviendrait à léguer un fardeau encore plus lourd aux générations futures. Si nous ne relevons pas le défi de vivre selon nos moyens, nous réduirons à néant notre capacité future à réaliser des investissements stratégiques pour soutenir l'économie, améliorer les programmes et les services offerts aux Ténos et résister aux fluctuations des recettes et des dépenses.

Au printemps, le Fonds monétaire international a affirmé, et je cite : « Il est essentiel de rétablir une croissance vigoureuse pour relever les défis budgétaires à venir. » Nous sommes tout à fait d'accord. Nous voulons donner à notre gouvernement assez de marge de manœuvre financière pour investir dans les infrastructures essentielles qui stimuleront l'économie et permettront à nos résidents d'y participer activement.

Notre stratégie budgétaire cherche à surmonter ces épreuves en alignant la croissance des dépenses sur celle des recettes. Comme les recettes ne progressent pas, nous avons fait le pari de revoir nos dépenses dans certains domaines. Nous avons certes réussi à faire des réductions, mais surtout à réorganiser nos dépenses pour protéger les programmes et les services essentiels aux habitants et aux entreprises des TNO et dégager des ressources destinées aux priorités de l'Assemblée législative.

Ces mesures témoignent de notre adhésion ferme aux principes de la Politique de gestion responsable des finances. Conformément aux lignes directrices de cette politique de gestion prudente, nous n'emprunterons pas pour couvrir nos dépenses de fonctionnement courantes, et nous gérerons nos dépenses de façon à générer des excédents de fonctionnement à même de financer au moins la moitié de nos investissements dans les infrastructures. Ces excédents nous permettront de profiter d'un financement fédéral de 45 millions de dollars dans le cadre d'un programme de partage des coûts d'infrastructure. En plus de nous aider à maintenir la cote de crédit Aa1 qui garantit la stabilité de nos coûts d'emprunt, ils nous donneront une marge de manœuvre pour composer avec les imprévus, comme les feux de forêt. Sans ces excédents, nous n'arriverons pas à investir dans les infrastructures comme les établissements de soins, les écoles, les parcs, les routes et les voies de roulement pour offrir les programmes gouvernementaux essentiels et faire tourner notre économie.

Pour amasser ces excédents, il faut agir dès maintenant.

Il faut notamment aligner la croissance des dépenses sur l'augmentation de la subvention de la formule de financement des territoires, qui stimule la croissance des recettes totales. Nous visons 150 millions de dollars en économies ou en nouvelles recettes pour produire un excédent de trésorerie à court terme d'ici la fin du mandat de la 18^e Assemblée législative. Le présent budget fait le gros du travail. Nous réduirons les dépenses de près de 53 millions de dollars et générerons 15 millions de dollars en nouvelles recettes sur quatre ans. Ensemble, la réduction des dépenses et l'augmentation des recettes représentent presque 68 millions de dollars, soit près de la moitié de notre objectif.

Nul doute que la compression des dépenses publiques se répercute sur l'économie, et que le choix du type de dépenses à sabrer est important. Nous travaillons d'arrache-pied pour limiter le nombre d'employés touchés et réduire au minimum les effets négatifs sur la prestation des programmes, mais nous savons que notre défaut d'agir pour assainir nos finances aurait des conséquences plus graves encore sur les programmes et les services gouvernementaux à l'avenir. Notre gouvernement est prêt à agir maintenant et refuse de laisser la prochaine Assemblée législative aux prises avec un problème qui ne fera que s'aggraver.

Points saillants du budget

Le présent budget propose de fixer les dépenses de fonctionnement à 1,66 milliard de dollars et témoigne des efforts déployés par les ministères pour réaliser toutes les économies possibles et continuer à offrir des programmes et des services de premier ordre. On prévoit une baisse de près de 1 % des recettes totales par rapport à l'an dernier (1,8 milliard de dollars en 2016-2017).

Ces efforts produiront un excédent de fonctionnement de 119 millions de dollars, ce qui n'est pas suffisant pour continuer à investir dans les infrastructures et nous affranchir de la dépendance aux emprunts à court terme.

Recettes

Monsieur le président, nous avons revu notre régime d'imposition pour nous assurer de générer le plus de recettes possible afin de payer les programmes et les services gouvernementaux, sans compromettre notre soutien à l'économie ténosée. Le coût élevé de la vie, du travail et des affaires aux TNO motive notre objectif de maintenir un régime d'imposition stable et concurrentiel fondé sur une politique fiscale bien établie qui produira les recettes nécessaires pour financer les programmes et les services importants, tout en encourageant les gens à vivre et à travailler aux TNO et les entreprises à investir dans notre économie.

Le présent budget ne comprend ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts. L'impôt foncier et certains droits seront indexés sur l'inflation. Nous comptons aussi restructurer les frais de l'aéroport de Yellowknife selon les moyennes de l'industrie.

L'aéroport de Yellowknife est un établissement bien géré qui représente un atout indispensable pour l'économie ténosée. Son personnel dévoué sert l'ensemble du territoire. L'aéroport est toutefois limité par son appartenance à un ministère, dans la mesure où il exerce ses activités sur un marché concurrentiel. Nos redevances d'atterrissage et nos redevances pour services terminaux sont faibles par rapport à celles d'aéroports semblables, voire plus petits, au Sud, si bien que ce sont en réalité les contribuables qui assument des frais d'exploitation de 3 millions de dollars par année.

Le présent budget propose d'éliminer l'apport des contribuables en alignant les frais de l'aéroport sur ceux d'aéroports comparables au Sud et en facturant des frais

d'améliorations aéroportuaires de 20 \$ par passager voyageant vers le Sud et de 10 \$ par passager voyageant vers le Nord. Une fois mis en œuvre, ces changements produiront environ 10 millions de dollars en nouvelles recettes par année. Nous proposons d'établir un fonds renouvelable pour l'aéroport de Yellowknife, qui servira à améliorer les services, à investir dans les immobilisations, à promouvoir l'entreprise et à mieux positionner l'aéroport comme un atout essentiel pour stimuler et diversifier notre économie.

Il faut faire preuve de réalisme quant à ce qu'on peut et ne peut pas faire pour augmenter les recettes. Les quelques mesures qui pourraient générer d'importantes recettes freineraient l'investissement privé et la croissance économique, ce qui laisserait des personnes et des familles avec moins d'argent dans leurs poches, alors même que le coût de la vie continue de grimper. La croissance des recettes fait partie de la solution, mais nous ne pouvons pas compter sur ce seul aspect pour résoudre tous nos problèmes financiers. Notre assiette fiscale est simplement trop petite. Notre économie ne s'est toujours pas complètement remise de la dernière récession. La meilleure option consiste à soutenir et à faire croître notre économie pour élargir notre assiette fiscale et faire augmenter nos recettes autonomes et la subvention de la formule de financement des territoires.

Dépenses

Monsieur le président, les mesures prises pour gérer nos dépenses de façon responsable comprennent 35 millions de dollars en nouvelles initiatives pour réaliser les priorités de la 18^e Assemblée législative et 29 millions de dollars pour compenser la croissance forcée des programmes existants. Nous avons contrôlé les dépenses totales prévues au budget en 2015-2016 en coupant 27 millions de dollars dans des programmes arrivant à échéance en 2015-2016, et 31 millions de dollars dans des programmes en cours qui seront réduits à compter de 2016-2017.

Monsieur le président, dans l'esprit de collaboration et de coopération qui définit notre modèle de gouvernement par consensus, nous avons collaboré avec divers comités permanents pour protéger 4,3 millions de dollars dans les programmes, notamment 900 000 \$ dans un programme d'emploi dans les petites collectivités et 650 000 \$ de financement aux programmes pour la jeunesse, les collectivités et les organismes bénévoles.

Nous protégeons les programmes sociaux de base offerts à nos résidents en leur réservant 1 milliard de dollars sur notre budget proposé de 1,66 milliard. Les économies réalisées ajouteront 7 millions de dollars au budget du ministère de la Santé et des Services sociaux pour financer des établissements de soins et des lits de soins de longue durée et mettre en œuvre la nouvelle *Loi sur la santé mentale*, ce qui portera les dépenses totales du ministère à 414 millions de dollars.

Cette année, le budget du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation grimpera de 6 millions pour s'établir à 316 millions de dollars. Cette hausse servira à bonifier le soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, à aider les enfants de familles à faible revenu et à créer des programmes d'emploi pour les personnes handicapées. À partir

du cadre budgétaire actuel, le ministère prévoit modifier considérablement le mode de financement des services de garde et des garderies en milieu familial pour renforcer ces programmes. Ces changements, de même que les autres initiatives de la stratégie de développement de la petite enfance Partir du bon pied, illustrent notre souci permanent de prendre soin de nos plus jeunes résidents.

Nous nous sommes engagés à éviter de réduire nos dépenses au détriment des collectivités des TNO et avons plutôt augmenté le financement communautaire de base de 2 % dans le budget de 104 millions de dollars du ministère des Affaires municipales et communautaires. Comme les 127 millions de dollars accordés au ministère de la Justice, ce financement montre que nous avons à cœur d'aider les collectivités à offrir des programmes et des services essentiels à leurs résidents. Notre contribution totale aux programmes sociaux, en comptant celle de 82 millions de dollars à la Société d'habitation des TNO, s'élève à plus d'un milliard de dollars, soit 63 % du budget de fonctionnement total.

Nous dépenserons aussi 423 millions de dollars pour protéger l'environnement et soutenir l'économie. Le présent budget accorde 90 millions de dollars au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles pour protéger et gérer l'environnement et la faune et 28 millions de dollars au ministère de l'Administration des terres pour gérer l'utilisation durable des terres publiques de façon équitable et transparente, dans le respect des valeurs écologiques, sociales, culturelles et économiques.

En 2016-2017, le ministère des Transports est pourvu d'un budget de 125 millions de dollars pour assurer la sécurité et la fiabilité du transport des personnes et des biens. Le ministère des Travaux publics et des Services dispose quant à lui d'un budget de 120 millions de dollars, qui servira à fournir des installations et des systèmes d'information convenables pour la prestation de programmes gouvernementaux et à offrir des conseils d'expert sur les solutions énergétiques dans l'ensemble du territoire. Le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement reçoit 60 millions de dollars pour gérer les ressources minérales et pétrolières de façon responsable et forger des partenariats pour promouvoir et soutenir la prospérité, la diversification et l'autonomie des collectivités.

Gouvernance : renforcer la responsabilisation, la transparence et la collaboration

Notre engagement à moderniser la présentation de notre information financière améliorera grandement la responsabilisation et la transparence des finances publiques. Pour la toute première fois, nous déposerons notre plan d'emprunt avec le budget principal des dépenses du gouvernement et des organismes publics. Ce plan prévoit des emprunts totalisant 783 millions de dollars environ pour l'exercice 2016-2017. La part du gouvernement s'élève à 543 millions de dollars, soit environ 312 millions de dollars en emprunts à court terme et 231 millions de dollars en emprunts à long terme. Pour conserver une marge de manœuvre financière nous permettant de résister aux fluctuations des recettes et des dépenses, nous demanderons un plafond d'emprunt à court terme de 377 millions de dollars dans la *Loi de crédits* de 2016-2017.

Le 1^{er} août 2016, six administrations de soins de santé et de services sociaux fusionneront pour former une nouvelle administration territoriale. Cette nouvelle structure mettra la table pour améliorer les soins et les services aux résidents, établir des normes territoriales pour les programmes, garantir l'égalité d'accès aux services et tirer parti de toutes les ressources du système avec plus d'efficacité. La nouvelle instance supervisera un budget d'environ 300 millions de dollars, qui permettra de réaliser des économies dans des domaines non cliniques comme l'approvisionnement, et regroupera ses systèmes financiers pour améliorer sa gestion financière globale.

Nous proposons aussi 5,4 millions de dollars en nouvelles initiatives pour renforcer la responsabilisation, la transparence et la collaboration dans l'administration de la présente Assemblée législative.

Ces initiatives comprennent 1,6 million de dollars destinés à la gestion collaborative des ressources hydriques communes et à la mise en œuvre d'ententes sur les eaux transfrontalières avec les gouvernements de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Nous continuerons de gérer nos eaux conformément à l'Entente-cadre sur les eaux transfrontalières du bassin du Mackenzie. Le financement proposé servira à conclure des ententes bilatérales avec la Saskatchewan et le Nunavut et à renouveler notre entente avec le Yukon.

Le GTNO souhaite bâtir des relations solides avec les gouvernements des provinces et des territoires; c'est pourquoi le présent budget propose de financer des initiatives de partage des coûts pour favoriser la collaboration intergouvernementale dans le cadre du comité sur la gestion des contrats de la GRC.

Les partenariats intergouvernementaux fructueux au sein du territoire sont essentiels pour assurer la prospérité économique des TNO à long terme. En plus de notre aide constante pour régler les revendications territoriales et encourager les ententes d'autonomie gouvernementale, le budget 2016-2017 propose de renforcer nos liens avec les gouvernements autochtones et communautaires en allouant 450 000 \$ aux initiatives de tourisme autochtone, aux infrastructures de tourisme et aux infrastructures communautaires dans le cadre du plan *Tourisme 2020* et de la Stratégie sur les perspectives économiques, afin de renforcer les capacités autochtones relativement à la Stratégie d'exploitation des minéraux.

Nous collaborons aussi avec les collectivités pour prévenir et contrer la violence en allouant 316 000 \$ supplémentaires provenant du Fonds de la Stratégie de la justice applicable aux Autochtones du gouvernement fédéral. Cette somme porte le financement total des programmes et des projets communautaires de justice à 1,6 million de dollars en 2016-2017. Ce financement ira directement aux collectivités pour financer des services de justice alternative et de prévention du crime.

Coût de la vie

La réduction du coût de la vie est un élément fondamental de nos stratégies visant à renforcer l'économie des TNO, et elle occupe une place prépondérante dans notre budget. Le crédit d'impôt pour le coût de la vie des TNO à lui seul remet 20 millions de dollars dans les poches des Ténos chaque année. Les investissements réguliers que nous effectuons dans la conservation d'énergie et les énergies de remplacement pour réduire notre dépendance aux combustibles fossiles contribuent à diminuer le coût de l'énergie pour les résidents et les entreprises. Les investissements dans les infrastructures de transport, quant à eux, contribuent à réduire ce qu'il en coûte pour déplacer des biens et des personnes sur notre territoire. Le financement stable des administrations communautaires, les contributions aux organismes non gouvernementaux pour leurs efforts d'amélioration de la qualité de vie des collectivités et la contribution de 82 millions de dollars à la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest pour la construction de logements abordables sont autant de mesures qui visent à réduire le coût de la vie.

Le budget 2016-2017 alloue 11 millions de dollars supplémentaires aux initiatives relatives au coût de la vie. Ce montant comprend une subvention de 7,5 millions pour la production d'électricité; les niveaux d'eau sont à un creux historique dans le système hydroélectrique de la rivière Snare, et sans cette subvention, la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest aurait été contrainte d'appliquer un avenant tarifaire de cinq à sept cents par kilowatt/heure, ce qui aurait fait grimper les factures d'électricité de 18 % à 25 %. Par ailleurs, les récents changements apportés au conseil d'administration nous feront économiser 1 million de dollars par année.

Le budget octroie 82 millions de dollars à la Société d'habitation des TNO en appui à ses programmes et services de logement en 2016-2017. S'ajoute à ce montant un financement supplémentaire de 16,6 millions de dollars du gouvernement fédéral destiné aux projets de logements abordables, conformément à l'Entente concernant l'investissement dans le logement abordable. Ce financement aidera la Société à intensifier ses efforts d'augmentation du nombre de ménages ayant accès à des logements sûrs, convenables et abordables. En outre, nous proposons une contribution de 3,5 millions de dollars à la Société pour la construction de six unités de logement locatif destinées à la GRC à Fort Smith, et pour l'acquisition de terrains à Inuvik, Norman Wells, Hay River et Fort Simpson sur lesquels seront bâties 39 autres unités d'ici deux ans. Les nouveaux logements, écoénergétiques et de qualité, remplaceront ceux qui arrivent à la fin de leur vie utile. Le partenariat avec la GRC nous épargne l'effort de chercher des logements de remplacement pour les agents, en plus de contribuer à la prestation de services de police uniformes à la grandeur des TNO.

Dans ce budget, nous prenons des mesures pour aider davantage les enfants de familles à revenu faible ou modeste. Par exemple, nous comptons modifier le programme d'aide au revenu de façon à exclure l'Allocation canadienne pour enfants, la prestation pour enfants des Territoires du Nord-Ouest et les pensions alimentaires du calcul des prestations d'aide au revenu. Par ailleurs, nous allons modifier cet automne la *Loi de l'impôt sur le revenu* des TNO pour bonifier la prestation pour enfants des Territoires du Nord-Ouest, notamment

par l'ajout de prestations variables selon que l'enfant a plus ou moins de six ans. Cette prestation sera non imposable et dissociée des autres prestations d'aide au revenu. Le montant de base sera versé à tous les ménages ayant un revenu de 30 000 \$ ou moins, et sera réduit progressivement à mesure que le revenu augmente, jusqu'à un maximum de 80 000 \$. Nous sommes impatients de collaborer avec le comité pour mettre rapidement en place les changements législatifs prévus, de sorte que le nouveau crédit entre en vigueur en 2017.

Éducation, formation et développement des jeunes

Le meilleur programme social, c'est un emploi bien rémunéré.

Nous devons nous assurer que les programmes d'enseignement offerts aux habitants des TNO les préparent bien à participer à notre économie. Le budget 2016-2017 prévoit 4,3 millions de dollars pour de nouvelles initiatives en éducation, en formation et en développement des jeunes.

Nous proposons d'augmenter de 2,2 millions de dollars le budget du Programme d'aide financière aux étudiants afin de rendre l'éducation postsecondaire plus accessible et abordable pour les habitants des TNO et de faciliter le recrutement dans les régions rurales ou éloignées. Selon notre proposition, le taux de remise passera de 4 000 \$ à 6 000 \$ pour les étudiants qui s'installent à Yellowknife, et à 8 000 \$ pour ceux qui s'installent à Fort Simpson, Fort Smith, Hay River, Inuvik ou Norman Wells. Le taux de remise pour les étudiants des autres régions passera de 8 000 \$ à 12 000 \$. De plus, le financement supplémentaire servira à bonifier de 27 % le total des subventions. Ainsi, le plafond de la subvention pour les droits de scolarité augmentera de 475 \$ et passera à 2 400 \$, tandis que celui pour les livres et manuels augmentera de 150 \$ et passera à 550 \$ par semestre.

Nous miserons sur les améliorations proposées au Programme d'aide financière pour attirer les étudiants et les inciter à s'établir et à travailler aux TNO en créant une prime du Nord de 2 000 \$ applicable au remboursement des prêts étudiants. Cette prime sera offerte tant aux étudiants qui ont grandi aux TNO qu'à ceux qui proviennent d'ailleurs au Canada, mais qui habitent aux TNO pendant au moins un an après l'obtention de leur diplôme. En outre, le budget propose d'éliminer le taux d'intérêt sur les prêts remboursables du Programme pour tous les étudiants qui habitent le territoire.

Afin d'encourager l'éducation permanente, nous remplacerons la limite viagère du Programme d'aide financière aux étudiants par une limite renouvelable. De plus, nous éliminerons complètement la limite de 20 semestres.

Nous proposons d'aider davantage les habitants des TNO ayant un handicap à trouver un emploi adéquat en investissant des sommes supplémentaires à cet égard dans le cadre de l'entente sur le travail que nous avons conclue avec le gouvernement fédéral. Ce nouveau financement visera surtout à augmenter le soutien aux employeurs afin de favoriser l'intégration des personnes handicapées dans la population active des TNO.

Mieux-être communautaire et sécurité

L'amélioration du mieux-être communautaire et de la sécurité rehausse la qualité de vie des Ténos et, à long terme, contribue au résultat net du gouvernement en réduisant la dépendance des résidents envers certains programmes sociaux. Par conséquent, nous prévoyons augmenter notre contribution à l'amélioration de la santé de nos collectivités en investissant 4,3 millions de dollars de plus dans les initiatives liées au mieux-être communautaire et à la sécurité en 2016-2017.

De ce montant, 2,6 millions seront accordés à l'Administration des services de santé et des services sociaux de Hay River pour l'exploitation du nouveau centre de santé de Hay River, dont l'ouverture est prévue cette année. Ces fonds permettront également à des patients de conserver leur lit de soins de longue durée à l'hôpital H.H. Williams Memorial en attendant la fin des travaux d'agrandissement des installations de soins de longue durée de l'établissement Woodland Manor.

Le présent budget propose d'allouer 1,1 million de dollars en contributions à l'Agence des services communautaires Tłıcho pour l'exploitation de la résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus. Une fois la construction de la seconde aile de la résidence achevée, 10 lits s'ajouteront aux 8 déjà disponibles, pour une capacité d'accueil de 18 lits au total.

Pour que la mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur la santé mentale* soit réussie, elle doit être financée adéquatement. Le présent budget propose d'avancer 501 000 \$ à cette fin. Cette somme servira à l'établissement d'un comité d'examen qui aura pour tâche de s'assurer que les commentaires des familles, des patients et des professionnels de la santé sont entendus. Elle servira aussi à l'élaboration de plans de traitement assisté qui permettront aux patients de recevoir en continu les soins, la supervision et le soutien dont ils ont besoin sans quitter leur collectivité. Finalement, le financement contribuera à la conception d'un programme de formation pour tout le personnel des services de santé et des services sociaux et pour les autres professionnels qui participeront à la mise en place des nouvelles dispositions.

Économie, environnement et changements climatiques

Il est essentiel pour l'avenir des TNO que nous comprenions les liens entre notre économie, l'environnement et les répercussions possibles des changements climatiques. Nous travaillons activement avec nos homologues fédéraux, provinciaux et territoriaux à l'élaboration d'un cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique. Nous convenons qu'il est nécessaire pour le Canada de passer à une économie plus sobre en carbone et nous voulons nous assurer que le développement de notre secteur des ressources naturelles se poursuit de manière durable et novatrice.

Le budget 2016-2017 propose un financement de 4,3 millions de dollars en appui aux priorités de l'Assemblée législative : soutenir l'économie, protéger l'environnement et faire face aux changements climatiques.

Le mandat du Centre de géomatique de l'Arctique de l'Ouest est de fournir des services de géomatique et d'appuyer la gestion des terres, des ressources et des infrastructures par la recherche. Grâce à ses services et à sa recherche, le GTNO sera mieux outillé pour prendre des décisions éclairées sur l'intendance de nos terres et de nos ressources. Le présent budget propose d'allouer 181 000 \$ de plus au Centre, ce qui fera passer le total de son enveloppe budgétaire à 875 000 \$.

Nous avons besoin d'une d'information de meilleure qualité pour bien gérer nos ressources hydriques. C'est pourquoi nous prévoyons élargir notre programme de réseau de stations hydrométriques en allouant 311 000 \$ à la construction et à l'exploitation de nouvelles stations de surveillance des eaux.

Pour favoriser la santé à long terme de notre économie, il est essentiel que nous appuyions les secteurs qui y contribuent déjà grandement et que nous encourageons l'essor de nouveaux secteurs. Le GTNO a mis au point des plans d'action pour faire progresser la Stratégie d'exploitation des minéraux, *Tourisme 2020* et la Stratégie sur les perspectives économiques. Le budget prévoit 2,5 millions de dollars en nouveau financement pour assurer la réussite de ces plans. De ce montant, nous allouons 1,2 million à la Stratégie d'exploitation des minéraux en appui à la recherche en sciences de la Terre afin de développer le potentiel d'exploration du territoire, de bonifier le programme d'incitatifs miniers pour aider des entreprises à découvrir d'éventuels gisements de minerai, et de soutenir les entreprises locales pour maximiser les retombées économiques de l'activité minière.

Tourisme 2020 contribuera à la diversification de l'économie; 825 000 \$ seront affectés au marketing, à la recherche, à l'engagement des collectivités et de l'industrie et au renforcement des compétences et des capacités.

Dans le cadre de la Stratégie en matière de développement économique, 486 000 \$ seront destinés à la diversification des produits touristiques, à l'ouverture d'un bureau des congrès et au Programme de remises pour le cinéma.

Nous continuons d'investir massivement dans la conservation d'énergie, l'efficacité énergétique et le développement de sources d'énergie renouvelable et de remplacement, et d'appuyer les efforts des collectivités qui font la transition vers des sources d'énergie durables.

La façon la plus efficace et la plus rentable de faire face aux changements climatiques ainsi que de réduire la consommation d'énergie et le coût de la vie, c'est d'encourager l'utilisation de technologies écoénergétiques dans les secteurs résidentiel, commercial et public. Le budget propose donc de fournir 3,5 millions de dollars à Arctic Energy Alliance cette année, dont 760 000 \$ en financement additionnel ponctuel pour de nouvelles initiatives, comme un programme d'éclairage à DEL destiné à l'ensemble du territoire.

Nous investissons aussi dans des systèmes d'énergie de remplacement. En effet, nous continuons de surveiller la vitesse des vents et de travailler sur l'élaboration d'un plan pour un projet éolien à Inuvik. Par ailleurs, 720 000 \$ ont été investis dans un générateur solaire

à haut rendement à Aklavik et dans un autre projet d'énergie solaire en cours de préparation à Inuvik. Au cours de la prochaine année, nous mettrons aussi sur pied un nouveau plan énergétique qui guidera nos investissements dans le secteur de l'énergie pour les années à venir.

Les nouveaux arrivants dans notre territoire apportent de l'expérience et des compétences qui renforcent notre économie. Par conséquent, le budget propose d'affecter 169 000 \$ supplémentaires au programme des candidats des TNO pour encourager l'immigration.

Regard vers l'avenir

Un gouvernement responsable se doit de voir au-delà de l'horizon des quatre années de mandat de la présente Assemblée législative. Dans ce budget, nous avons tracé une voie claire pour ramener le rythme de croissance des dépenses en équilibre avec celui des recettes, ce qui nous permettra d'arrêter de financer à crédit les activités courantes du gouvernement. Grâce aux efforts déployés pour limiter nos dépenses de fonctionnement et à l'augmentation de nos recettes, nous sommes à peu près à mi-chemin d'atteindre notre objectif de protéger nos services et nos programmes de base tout en gardant les ressources nécessaires pour investir dans des infrastructures stratégiques, en nous assurant que notre capacité d'emprunt restera raisonnable à la fin de la 18^e Assemblée législative compte tenu du plafond que nous impose le gouvernement fédéral. Ce plan générera les excédents de fonctionnement nécessaires pour protéger l'intégrité et prolonger la durée de vie de nos infrastructures existantes, et commencer à remédier au déficit infrastructurel de 3,4 milliards, notamment par le prolongement de la route de la vallée du Mackenzie, la construction d'une route toutes saisons reliant la route 3 et Whati, et l'amélioration de l'accès à la province géologique Slave, soit les trois projets d'infrastructure de transport désignés comme prioritaires dans notre mandat.

Pendant que nous continuons de travailler sur les priorités établies par cette Assemblée législative, nous devons être prêts à faire d'autres choix difficiles pour protéger la viabilité financière à long terme du GTNO. Bien que nous ayons atteint presque la moitié de notre cible de 150 millions de dollars, nous ne devons pas perdre de vue notre objectif de trouver 82 millions supplémentaires d'économies ou de nouvelles recettes d'ici la fin de la 18^e Assemblée législative. Cette cible représente les excédents de fonctionnement dont nous avons besoin pour investir dans les établissements de santé, les écoles, les infrastructures communautaires et les réseaux de transport essentiels à la prestation des programmes et des services gouvernementaux.

Nous constatons aujourd'hui les retombées positives de nos investissements passés en infrastructures, qui facilitent la prestation des programmes et des services gouvernementaux. Nous continuerons de bâtir nos infrastructures de manière responsable et viable sur le plan financier, conformément à la Politique de gestion responsable des finances. Nous construisons des établissements de santé et rénovons ou agrandissons des écoles pour améliorer l'accès aux services éducatifs et de santé. Nous investissons dans les infrastructures touristiques pour stimuler le développement et la diversification de notre

économie. Nous achevons la liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie pour permettre à des collectivités de joindre les réseaux de communication du 21^e siècle et pour améliorer la prestation de programmes gouvernementaux. Nous offrons des programmes subventionnés de location et d'achat de logements sociaux abordables.

Le développement du réseau de transport du territoire contribue à la réduction du coût de circulation des personnes et des biens, ce qui diminue le coût de la vie pour tous. L'entretien et la modernisation des bâtiments et de l'équipement du gouvernement assurent aux habitants des services accessibles et abordables. Les investissements dans les technologies de l'information nous permettent d'en faire plus avec moins et augmentent la productivité. Les investissements en infrastructures de cette Assemblée législative profiteront autant aux résidents actuels du territoire qu'aux générations futures.

Conclusion

Monsieur le président, en revenant à l'essentiel, le présent budget nous procure la marge de manœuvre financière nécessaire pour mettre en œuvre les priorités de la 18^e Assemblée législative aujourd'hui et nous assure d'être sur la bonne voie pour atteindre la viabilité financière demain.

Nous reconnaissons que notre économie est vulnérable aux événements qui se produisent au-delà de nos frontières et qu'à long terme, l'exploitation minière, le moteur de notre économie, ne conservera peut-être pas son importance actuelle. Ces situations sur lesquelles nous n'avons aucune prise mettent en évidence l'incertitude entourant notre avenir économique, ce qu'illustre la stagnation prévue de nos recettes sur les quatre prochaines années.

Nous reconnaissons aussi que notre politique budgétaire, tant du côté des dépenses que des recettes, doit être fondée sur une compréhension parfaite des effets de notre action sur l'économie. C'est pourquoi nous ne prenons aucune mesure qui freinerait l'investissement des entreprises ou augmenterait le coût de la vie des résidents des TNO.

Ces faits montrent toute l'importance de gérer de manière responsable les 1,8 milliard de dollars que le GTNO devrait percevoir en recettes en 2016-2017. Dans le présent budget, nous avons entrepris la délicate tâche de ramener la croissance des dépenses en équilibre avec celle des recettes, et conçu un plan qui générera suffisamment d'excédents pour financer des dépenses en immobilisations raisonnables dans l'avenir. Ces mesures nous permettent non seulement de protéger nos infrastructures actuelles, mais aussi de commencer à redresser notre déficit infrastructurel de 3,4 milliards de dollars. Nous nous attaquons à ce défi en sachant bien qu'un défaut d'agir pour assainir nos finances aurait de graves conséquences sur les programmes et services gouvernementaux à long terme.

Grâce au soutien de cette Assemblée législative et des Ténois, nous sommes en bonne voie de relever ces défis.